



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pauvreté

Question écrite n° 81978

Texte de la question

M. Simon Renucci attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse et des solidarités actives sur l'annonce de la fermeture du centre du Secours Populaire à Angers. Les difficultés des Français viennent de trouver un nouvel écho dramatique : la fermeture du Secours Populaire d'Angers, incapable de faire face à la demande, est une preuve de plus, s'il en fallait, que nos concitoyens sont les premières victimes de la crise et des politiques menées par le Gouvernement. La baisse du pouvoir d'achat, l'augmentation du chômage, la difficile mise en place du RSA, la destruction inédite des emplois en France, autant d'éléments qui fragilisent les ménages. Faute de moyens suffisants, le centre d'Angers s'est trouvé dans l'obligation de fermer ses portes. Une situation qui risque de se répéter prochainement. Les aides alimentaires ont triplé et la précarité grandissante des ménages n'arrangent rien à leur situation. De nombreuses associations se retrouvent dans l'incapacité de distribuer des colis alimentaires. La situation est grave et demande une attention particulière des pouvoirs publics. Les nouveaux demandeurs sont souvent des retraités, des quinquagénaires sans emplois, des jeunes ne bénéficiant pas du RSA et des mères seules, autant de nouveaux précaires frappés de plein fouet par la crise. Aussi, il lui demande quelles mesures de soutien au pouvoir d'achat des Français seront prises afin d'aider celles et ceux qui aujourd'hui trouvent porte close et attendent des mesures d'aides du Gouvernement.

Données clés

Auteur : [M. Simon Renucci](#)

Circonscription : Corse-du-Sud (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 81978

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Jeunesse et solidarités actives

Ministère attributaire : Affaires sociales et santé

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 22 juin 2010, page 6861

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)